

<https://ricochets.cc/Nouvelle-operation-anti-terroriste-pour-intimider-le-mouvement-ecologiste-appel-a-soutien-et-rassemblements-7464.html>



# Nouvelle opération anti-terroriste pour intimider le mouvement écologiste : appel à soutien et rassemblements



- Les Articles -  
Publication date: mardi 9 avril 2024

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

L'industrie du béton tue, pollue, contribue à flinguer le climat et la biosphère, mais pour l'Etat et ses sbires armés, l'urgence est de pourchasser des écologistes défendant vaillamment et bénévolement l'intérêt général en pratiquant la légitime défense. Quelques biens avaient été endommagés, what else ?

Le régime ne supporte plus aucune contestation qui ne viennent pas de son camp.

- [Cimenterie Lafarge à Rouen : 17 interpellations après une action](#)
- [Nouvelles du front écologique](#) - 17 arrestations dans la région rouennaise par l'antirerrorisme, 2 mises en examen pour association de malfaiteurs à Aix-en-Provence, un bétonneur désarmé près d'Agen - Ce lundi 8 avril, à l'aube, la Sous-direction anti-terroriste (SDAT) appuyée par les services judiciaires locaux a interpellé 17 personnes dans la région Rouennaise. Selon le procureur d'Evreux, ils sont soupçonnés d'avoir participé au désarmement d'une centrale à béton Holcim (anciennement Lafarge) à Val-de-Reuil le 3 décembre 2023. À Aix-en-Provence, vendredi 5 avril, ce sont deux nouvelles mises en examen pour association de malfaiteurs qui ont été prononcées par la juge en charge de l'instruction concernant le désarmement de Lafarge là encore, mais à Bouc-bel-air le 10 décembre 2022. Enfin, le GIEC (Groupe d'Idéalistes Enrayant le Capitalisme) a revendiqué près d'Agen le désarmement de plusieurs machines présentes sur un chantier NGE. Cela en soutien et solidarité avec la lutte en cours contre la construction de l'A69 où l'entreprise est active.

(...) N'importe quel joueur de Fortnite ou lecteur de Clausewitz le sait : il ne faut jamais indexer sa stratégie sur celle de l'ennemi. Pas plus qu'il ne faut sous-estimer sa force ou surestimer ses capacités stratégiques. Néanmoins, force est de constater que se joue en ce moment même une course contre la montre entre le mouvement écologiste renaissant et l'appareil sécuritaire français. D'un côté, nous avons la montée en puissance de mobilisations de plus en plus populaires, massives et radicales qui semblent convaincues qu'il n'y a plus rien à attendre du monde politique et qu'il faut donc s'en remettre à l'action directe et au désarmement citoyen. De l'autre, le déploiement d'une force brute et épaisse (Sainte-Soline) et la mobilisation des services d'enquêtes les mieux dotés, soit la police antiterroriste de la SDAT (Bouc-bel-Air et maintenant Val-de-Reuil). (...) Notre hypothèse est qu'il s'agit, face à la montée en puissance de nouvelles formes de contestation, de casser leur dynamique en terrorisant toutes celles et ceux qui les ont déjà rejointes ou souhaiteraient le faire. B.A BA des stratégies contre-insurrectionnelles, frapper les coeurs et les esprits. Les forces sécuritaires françaises savent que l'audace et la joie qui émanent d'un mouvement tel que les Soulèvements de la terre ne seront pas endiguées par quelques promesses politiques toujours-déjà trahies, dès lors, la seule issue possible est répressive et surtout dissuasive. Gageons que les 17 personnes perquisitionnées et interpellées dans la région de Rouen ce matin ne l'ont pas été pour les quelques milliers d'euros qu'elles ont peut-être fait perdre à l'entreprise Lafarge mais pour tenter d'apeurer les milliers de personnes qui ont participé aux Journées contre le béton

(...) cette course contre la montre ne se joue pas entre militants écologistes et forces répressives de l'État mais entre la détermination que produit mécaniquement un regard lucide sur le monde et la peur et l'impuissance qu'insuffle l'image de ses hordes cagoulées et armées qui enfoncent les portes et enferment celles et ceux de bonne volonté (...)

## APPEL À ORGANISER DES RASSEMBLEMENTS PARTOUT

**Soutien aux 17 personnes arrêtées par la police anti-terroriste suite à la campagne nationale d'actions contre le monde du béton**

Déjà trois rassemblements de soutien sont organisés : à Rouen mardi à 18h devant le palais de justice ainsi qu'à Levallois-Perret devant les locaux de la SDAT et à Caen devant la préfecture. Mais, ils méritent d'être soutenus extrêmement largement. **Organisons des rassemblements et des manifestations de soutien partout en France et dans le monde. Nous étions des milliers à participer à la campagne d'action de décembre, soyons encore**

# Nouvelle opération anti-terroriste pour intimider le mouvement écologiste : appel à soutien et rassemblement

plus nombreux cette semaine.

ú Pour recenser tous les rassemblements, [nous avons créé une carte qui se trouve ici](#)

Si vous organisez un rassemblement, [vous pouvez l'inscrire à cette adresse](#)

O Merci de faire tourner ce message aussi largement que possible dans vos comités, organisations et groupes affinitaires

(extrait d'un communiqué relayé par les Soulèvements de la terre)



**Nouvelle opération anti-terroriste contre le mouvement écologiste : appel à soutien et rassemblements**

## **NOUVELLE OPÉRATION ANTI-TERRORISTE CONTRE LE MOUVEMENT ÉCOLOGISTE**

- Communiqué de presse : 17 personnes arrêtées en Normandie suite à la campagne nationale d'actions contre le monde du béton -

**Alors que ces trois derniers mois, la FNSEA a pu saccager tranquillement des préfectures, détruire des bâtiments de l'État et bloquer des autoroutes, elle a été récompensée par le gouvernement qui a autorisé un usage intensif des pesticides, et personne n'a jamais parlé d'agro-terrorisme ni même évoqué de possibles poursuites judiciaires.**

À l'inverse, une action symbolique menée par des écologistes contre le cimentier Lafarge, au mois de décembre, vient de conduire à une opération anti-terroriste de grande ampleur. Voici le communiqué de presse qui explique ce nouveau scandale et appelle à soutenir les interpellé.e.s :

« Ce lundi 8 avril, 17 personnes ont été arrêtées à Rouen et alentours dans une opération menée par la Sous-Direction-Anti-Terroriste. Une partie d'entre elles a été emmenée dans les locaux de Levallois-Perret et pourrait y rester 96 heures.

Ces arrestations font suite à la campagne d'actions contre Lafarge et le monde du béton initiée par plus de 200 organisations écologistes, syndicales, luttes locales contre l'artificialisation des terres et comités locaux des Soulèvements de la terre (appel et listes des signataires :

<https://journeescontrelebeton.noblogs.org/post/2023/10/29/du-9-au-12-decembre-2023-appel-international-a-des-journees-dactions-contre-lafarge-et-le-monde-du-beton/> ).

Cette campagne avait mobilisé des milliers de personnes et abouti du 9 au 12 décembre 2023 à une cinquantaine d'actions simultanées. Des occupations, blocages, happenings, rassemblements, désarmements sur des dizaines de sites Lafarge et autres centrales à béton sont survenus majoritairement en France mais aussi en Suisse, en Belgique ou en Allemagne (

<https://journeescontrelebeton.noblogs.org/post/2023/12/12/4-jours-de-tourbillon-contre-le-beton-retour-sur-plus-de-40-actions-pour-couler-lafarge-et-son-monde-dans-le-bilan-de-fin/>). Un soutien fort avait été marqué à cette occasion aux personnes mises en cause, elles aussi par l'anti-terrorisme, dans le désarmement de l'usine Lafarge Bouc-Bel-Air près de Marseille.

**La vague d'arrestations d'aujourd'hui vise l'intervention, durant une dizaine de minutes, d'une centaine de personnes sur un site Lafarge à Val-de-Reuil avec de la peinture et de la mousse expansive.** La police anti-terroriste était intervenue sur les lieux sous prétexte d'une soi-disant « séquestration » expresse d'un agent de sécurité. Ce story telling répressif s'était rapidement dégonflé par la suite. (communiqué publié sur l'action ici : <https://journeescontrelebeton.noblogs.org/mobilisations-passees-en-cours-10-12/val-de-reuil/>)

L'usage récurrent des moyens de l'anti-terrorisme pour diaboliser spécifiquement les mobilisations qui menacent les intérêts des lobbys industriels est frappant

**Nous voyons néanmoins ici l'entêtement du gouvernement à écraser par la force l'essor des mouvements écologistes, ainsi que les résistances qu'il ne parvient pas à canaliser face à l'exploitation économique. L'usage récurrent des moyens de l'anti-terrorisme pour diaboliser spécifiquement les mobilisations qui menacent les intérêts des lobbys industriels est frappant.** Elle marque à quel point ce gouvernement leur est inféodé. L'expansion des moyens de surveillance débridée sur un large ensemble de militant.es est particulièrement inquiétante. **La SDAT se met aujourd'hui de nouveau au service d'une des entreprises les plus toxiques du monde.** Rappelons qu'en plus d'impacter la santé de ses employé.es, de bétonner les terres, d'être une source majeure de production de CO2 et de pollution de l'air, la multinationale Lafarge-Holcim est toujours poursuivie pour complicité de crime l'humanité et financement du terrorisme au vu et au su de l'État français.

**Nous appelons à soutenir les personnes arrêtées et mises en cause aujourd'hui pour leur participation à la campagne nationale d'action contre Lafarge et le monde du béton.**

Nous appelons à continuer à nous mobiliser pour défendre les terres et l'eau.

Un rassemblement de soutien aura lieu à Rouen mardi à 18h devant le palais de justice ainsi qu'à Levallois-Perret devant les locaux de la SDAT.

### **Premiers signataires :**

Attac France

Les Soulèvements de la terre

Riposte Alimentaire

NPA

EELV Normandie

Confédération Paysanne 76  
Extinction Rebellion Rouen  
Les Amis de la Terre Rouen  
Collages Féministes de Rouen  
Alternatiba Rouen  
ANV COP21 Rouen  
NPA 27  
Greenpeace Rouen  
La Bande Fleurie (Meuse/Haute-Marne)  
Les Soulèvements de la terre Ile de France  
Comité local des Soulèvements de la terre Paris banlieue Est  
La France Insoumise 76  
Vous N'êtes Pas Seuls  
Comité local des Soulèvements de la Terre Lyon et environs  
Extinction Rébellion Le Havre  
Comité local SdlT Sud Grésivaudan  
Comité Soulèvements de la Terre Royans-Vercors  
Comité soulèvements de la Terra Centre Ardèche  
Non à l'autoroute  
NON A133-A134  
les soulèvements de la terre 65  
Pyrene est des terres  
Extinction Rebellion Auxerre  
Assemblée Populaire Auxerre  
Lyon Antifasciste  
Les souleveMonts et coteaux du lyonnais  
Comité du 89 de soutien aux Soulèvements de la terre.  
faucheusesvolontaires29  
Comité Affaires Sensibles (lyon)  
Groupe Tag la Vérité d'Extinction Rebellion France  
Greenpeace Rouen  
Collectif animalier du 06  
Soulèvement de la Terre Angers  
Comité Local des Soulèvements de Lille  
Union prolétarienne ml  
Les Jardins des Vaïtes - Besançon (25)  
Comité local des Slts du Pays de Redon  
Jardins joyeux Rouen  
Comité Sud-Vendée des Soulèvements de la terre  
Comité 61 des soulèvements de la terre  
Comité vannetais des Soulèvements de la Terre  
Bibliothèque Fahrenheit 451  
Comité Saumurois des Soulèvements de la Terre  
Comité local les soulèvements de Savoie  
SUD Rail Normandie  
Comité local des Soulèvements de la Terre Montpellier

► Source : <https://journeescontrelebeton.noblogs.org/>

**RASSEMBLEMENTS : NE NOUS LAISSONS PAS**

## TERRORISER

Lundi 8 avril en Normandie, le gouvernement a encore lancé une opération anti-terroriste contre le mouvement écologiste. 17 personnes ont été arrêtées au petit matin par des policiers d'élite cagoulés, qui sont venus les arrêter chez elles, avant d'être emmenées dans des cellules spéciales pour 4 jours. Le motif d'un tel déploiement de force ? L'envahissement d'un site d'une usine de béton Lafarge et quelques tags et dégradations.

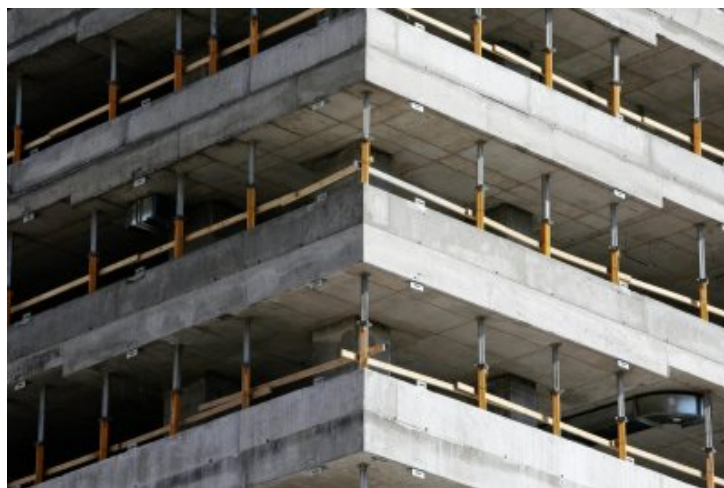
**Ces dernières années, des groupes néofascistes s'arment et revendiquent ouvertement de se préparer à la guerre civile, leurs alliés d'extrême droite sont tous les jours dans les médias, les lobbys des pesticides comme la FNSEA dévastent des préfecture. Mais l'Etat français choisit d'écraser le mouvement social et écologiste en déployant les moyens répressifs les plus extrêmes.**

Une opération anti-terroriste avait déjà visé, au printemps dernier, d'autres personnes ayant visé l'entreprise Lafarge. **Rappelons que les véritables complices du terrorisme sont dans les cercles du pouvoir et à la tête de la firme Lafarge. En plus d'être une entreprise extrêmement polluante, elle a financé Daesh en Syrie, avec l'accord tacite de la DGSE et de l'État.** L'entreprise a d'ailleurs été condamnée pour financement du terrorisme par la justice américaine en octobre 2022. L'inversion est totale.

Pour les 17 personnes interpellées et contre l'anti-terrorisme, des mobilisations ont lieu ce mardi 9 avril :

- ┆ À Rouen, 18h, devant le Palais de Justice
- ┆ À Caen, 18h, devant la Préfecture
- ┆ À Nantes, 18h, devant la Préfecture
- ┆ À Levallois-Perret, 18h, devant les locaux de la police anti-terroriste où sont détenu.e.s les camarades, au 84 Rue de Villiers.

(posts de Contre Attaque)



**Nouvelle opération anti-terroriste pour intimider le mouvement écologiste : appel à soutien et rassemblements**

- On pourrait croire qu'"en démocratie" (comme ils disent), les militant.e.s politiques soient adulés et choyés, ben non, au contraire. Faut-il croire alors qu'on vit dans l'inverse d'une démocratie ? LOL

## Contre la criminalisation et la surveillance des militant-es politiques



## ▶ [Contre la criminalisation et la surveillance des militant-es politiques](#)

Ce texte a été lu par un-e membre de La Quadrature du Net le 5 avril 2024 lors du rassemblement devant le Tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence, à l'occasion des deux nouvelles mises en examen dans l'affaire Lafarge.

On est là aujourd'hui pour dire notre soutien aux personnes convoquées, à toutes les personnes placées en garde à vue et inquiétées dans cette affaire. On est là pour dénoncer l'instrumentalisation de la justice et des services antiterroristes pour réprimer les militantes et militants et dissuader toute forme de désobéissance civile. Là, enfin, pour dire notre indignation face au recours systématique à des formes de surveillance intrusives et totalement disproportionnées.

Les mises en examen de ce jour, ou celles qui les ont précédé dans cette « affaire Lafarge », s'inscrivent dans un contexte plus global. Jusqu'à un passé pas si lointain, de nombreuses formes d'action directes étaient tolérées par les autorités. Mais progressivement, en lien avec la dérive néo-libérale amorcée dans les années 1980, l'espace accordé à la critique d'un système injuste et écocide a fondu comme neige au soleil. De crise en crise, on a assisté à la consolidation d'un État d'exception, à l'inflation des services de renseignement, à la multiplication de dérogations au droit libéral à un droit certes bien trop imparfait, mais qui n'en demeurerait pas moins un héritage fondamental des luttes passées. On a également vu un pouvoir politique s'entêter au point de ne plus tolérer la moindre contestation, instrumentalisant le droit commun à coup d'amendes, de dissolutions, de maintien de l'ordre hyper-violent.

Le tout pour réprimer toutes celles et ceux qui ont la dignité de dire leur refus d'un système à la violence décomplexée, et le courage de mettre ce refus en actes. Dans ce processus de criminalisation des militant-es, les services de renseignement, de police judiciaire comme les magistrats du parquet peuvent désormais s'appuyer sur les exorbitants moyens de surveillance. Autant de dispositifs qui se sont accumulés depuis 25 ans et qui, dans l'affaire Lafarge et d'autres jugées récemment, s'emboîtent pour produire une surveillance totale. Une surveillance censée produire des éléments sur lesquels pourront s'édifier le récit policier et la répression.

(...)

## ▶ SUITE sur

<https://www.laquadrature.net/2024/04/08/contre-la-criminalisation-et-la-surveillance-des-militant%2%b7es-politiques/>

## ▶ voir aussi : [Retour sur le rassemblement en soutien aux personnes mises en cause dans l'affaire Lafarge](#) -

Un rassemblement de soutien accompagné de prises de paroles s'est tenu devant le tribunal à l'appel du collectif de soutien aux mises en cause de l'affaire Lafarge et du comité local des Soulèvements de la terre 13. (...) Cet affaiblissement est traduit par le recours de plus en plus systématique au délit d'intention et au délit d'opinion, au détriment de la présomption d'innocence. Il souligne également un double poids, deux mesures entre les militant-es écologistes et les agriculteur.ices de la FNSEA. Cette différence de traitement montre que l'appareil répressif n'a pas pour rôle d'identifier les auteurs d'une infraction mais bien de neutraliser des opposant-es politiques. Pour finir, il insiste sur la criminalisation toujours plus grande de la désobéissance civile pourtant garantie par la constitution européenne. (...) Il explique que le béton est la clé de voûte d'un système qui applique une organisation de la violence à tous les étages : social, économique, politique et écologique. (...)